

Publié le 27 août 2010

Suède : les fédérations des Epl en première ligne

Dans un pays en pleine évolution depuis la fin des années 70, le service public garde un rôle capital dans le fonctionnement de l'économie. Trois fédérations membres du Ceep (KFS, SKL et Fastigo) participent à la dynamique des 1 500 entreprises de services d'intérêt général et jouent un rôle clé dans les négociations sociales face à de puissants syndicats et à l'État.



Largement déréglementés depuis l'adhésion de la Suède à l'Union européenne en 1995, les services publics restent l'un des pivots économiques de ce pays nordique de plus de 9 millions d'habitants. Si la crise économique et financière du début des années 1990 a profondément remis en cause le modèle suédois d'Etat providence, le secteur des services reste de loin le plus important : il occupe toujours près des trois-quarts de la population active et contribue à environ 69 % au PNB du pays. Moteur des services d'intérêt général, les collectivités locales investissent dans ce domaine plus de 60 milliards d'euros (70 % pour les 290 communes et 30 % pour les 21 comtés du pays), financées en partie par un impôt local sur le revenu (kommunal inkomstskatt) dont le poids dans le PIB est, avec 22,6 %, le plus élevé des pays de l'Union. Une importante gestion qui a entraîné l'introduction par l'Etat en 2000 de la notion d'équilibre budgétaire pour les collectivités locales, à savoir l'obligation de présenter des budgets équilibrés et de ne pas excéder deux ans de pertes.

« Notre objectif est d'aider nos entreprises membres à être les plus efficaces et compétitives possibles », commente Christel Wiman, responsable de [KFS](#), fédération qui représente près de 600 entreprises suédoises dédiées aux services d'intérêt général, employant 35 000 personnes, possédées par les municipalités ou comtés ou à capitaux partiellement, voire totalement, privés. On y retrouve une large palette d'activités avec des secteurs tels que l'énergie, les transports publics, le nettoyage des rues, les décharges, le réseau d'eau potable, la gestion des routes, la gestion immobilière, les parkings, le tourisme, l'éducation, la santé ou encore les aéroports. « Nous intervenons entre autre, dans la négociation d'accords collectifs avec les syndicats », commente Christel Wiman. Deux autres fédérations ont également un rôle clé : Fastigo dans le secteur immobilier public comme privé (1 500 membres qui emploient 22 000 personnes) et SKL qui représentent des firmes à capitaux municipaux (290), de comtés (18) et de régions (2).

Parmi les secteurs où les entreprises publiques locales suédoises sont très présentes : l'immobilier. On les retrouve dans chaque commune qui en sont actionnaires à 100 %. Les 290 sociétés municipales de logement sont ainsi détentrices de près de 850 000 logements, soit plus de 20 % du marché national. Reconverties au début des années 2000 en sociétés anonymes publiques, elles ont, comme leurs homologues privées avec qui elles sont en concurrence, le droit de vendre tout ou partie de leur parc à des sociétés privées et d'appliquer la règle du « right to buy » (vente aux occupants) à leurs locataires. Mais leur objectif reste avant tout d'intérêt général : permettre à tous l'accès à un logement de qualité et à un prix abordable. « L'énergie est également un secteur où les entreprises publiques jouent un rôle très important en Suède », ajoute Christel Wiman. « Elles

représentent pas moins d'un tiers de nos membres aussi bien dans l'hydroélectricité que le charbon ou les énergies renouvelables ».

A noter parmi les entreprises publiques locales suédoises phare : la Stockholm Water Company, créée sous forme de compagnie limitée et possédée à 100 % par la municipalité de Stockholm (qui décide du prix de l'eau). L'Epl a ouvert pas moins d'une quinzaine de filiales dans la ville dans des domaines variés allant de l'immobilier, aux réseaux câblés en passant par la gestion de centre culturel avec le célèbre Stockholm City Theatre.



[Sweden : public companies in the front line](#)